Liste des 48 suppressions ou baisses d'impôts depuis mai 2012 :

	2012	2013	2014	2015	Total	
					Entre.	Ménages
Total (en milliards d'euros)	-	- 0,9	- 12,0	- 23,2	- 25,0	- 11,4
LFI 2015	-	-	-	- 2,9	< 0,1	- 2,9
Baisse de l'IR des ménages à revenus modestes et moyens (suppression de la 1e tranche au taux de 5,5%, abaissement de la 2e tranche de 11 991 à 9 690 €, renforcement de la décote (désormais égale à la différence entre le plafond d'impôts à ne pas dépasser pour en bénéficier et l'impôt brut réclamé contre précédemment la différence entre la moitié du plafond d'impôt à ne pas dépasser et la moitié de l'impôt brut réclamé) et relèvement de son plafond de 1 016 à 1 135 € pour les célibataires et 1 870 € pour les couples)				- 2,7		- 2,7
Mise en place du crédit d'impôt pour la transition énergétique au taux unique de 30% sans obligation de réaliser un bouquet de travaux, en remplacement du crédit d'impôt développement durable, dont le taux était de 25% pour les bouquets de travaux et 15% pour les actions simples, sous conditions de ressources				- 0,2		- 0,2
Aménagement de la réduction d'IR en faveur de l'investissement locatif intermédiaire (dispositif Pinel : permet aux investisseurs d'opter pour un engagement initial de 6 ou 9 ans, contre minimum 9 ans précédemment, prorogeable pour 1 ou 2 périodes triennales jusqu'à 12 ans, avec un avantage fiscal fonction de la durée d'engagement de location à laquelle s'engage le contribuable, de 12% pour 6 ans, 18% pour 9 ans et 21% pour 12 ans, contre un taux unique de 18% précédemment, avec désormais la possibilité de louer à des ascendants ou descendants)				< 0,1		< 0,1
Aménagement des droits de mutation à titre gratuit sur le foncier constructible (exonération temporaire de DMTG des donations de terrains à bâtir, à la condition que le donataire s'engage à y construire, dans un délai de 4 ans, un logement neuf destiné à l'habitation + exonération temporaire de DMTG des donations d'immeubles neufs à usage d'habitation, avec un plafond de 100 000 € dans les 2 cas)				< 0,1		< 0,1
Application du taux réduit de 5,5% de la TVA aux opérations d'accession sociale à la propriété réalisées dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville				< 0,1		< 0,1
Suppression de taxes de faible rendement (taxe forfaitaire sur le produit de la valorisation des terrains nus et immeubles bâtis résultant de la réalisation d'infrastructures de transport collectif en site propre ou d'infrastructures ferroviaires hors Ile-de-France, dite « Taxe Grenelle II », cotisation de solidarité sur les graines oléagineuses, taxe sur les exploitants d'appareils automatiques procurant un spectacle, une audition, un jeu ou un divertissement, redevance annuelle sur les concessions de stockage souterrains d'hydrocarbures, taxe affectée au centre technique interprofessionnel des fruits et légumes, taxe de trottoirs, taxe générale sur les produits polluants sur les installations classées pour la protection de l'environnement, taxe pour la gestion des eaux pluviales urbaines)				< 0,1	< 0,1	
Réforme de la taxe additionnelle à la taxe sur le foncier non bâti affectée aux chambres d'agriculture ou taxe pour frais de chambre d'agriculture (baisse du plafond)				< 0,1		< 0,1
Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties et de cotisation financière des entreprises pour les activités de méthanisation agricole des entreprises				< 0,1	< 0,1	
Majoration du taux du CICE (calculé sur la base des rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC) en faveur des entreprises situées dans les DOM (de 6 à 7,5% au titre des rémunérations versées en 2015, puis à 9% en 2016)				< 0,1	< 0,1	
Majoration du crédit d'impôt recherche en faveur des entreprises situées dans les DOM (de 30 à 50%)				< 0,1	< 0,1	

	2012	2013	2014	2015	Total	
					Entre.	Ménages
LFSS 2015	-	-	-	< 0,1	< 0,1	< 0,1
Suppression de la prime de partage des profits, qui était versée à l'ensemble des salariés dans toute entreprise d'au moins 50 salariés dès lors qu'elle attribuait à ses actionnaires des dividendes en augmentation par rapport à la moyenne des 2 exercices précédents				< 0,1	< 0,1	
Majoration à 1,50 € (contre 0,75 € précédemment) de la réduction forfaitaire dont bénéficient les particuliers employeurs pour les activités de garde d'enfants de 6 à 13 ans révolus				< 0,1		< 0,1

LFR 2 2014	-	-	< 0,1	- 0,1	< 0,1	- 0,1
Baisse du taux de la contribution sur les activités privées de sécurité (de 0,5 à 0,45% sur le montant hors taxe des ventes de prestations de services d'activités privées de sécurité assurées en France, et de 0,7 à 0,65% sur les rémunérations payées aux salariés qui exécutent les prestations de sécurité dans les entreprises disposant de leur propre dispositif de surveillance)				< 0,1	< 0,1	
Prorogation de certains dispositifs zonés d'exonérations fiscales (zones d'aide à finalité régionale, zones de revitalisation rurale)				< 0,1	< 0,1	
Prorogation et resserrement du dispositif d'exonération d'impôt sur les bénéfices applicables dans les zones franches urbaines				< 0,1	< 0,1	
Réforme du régime d'imposition des plus-values immobilières de cession de terrains à bâtir (alignement sur celui des cessions des autres biens immobiliers + abattement exceptionnel de 30%, en complément de l'abattement pour durée de détention)			< 0,1	- 0,1		- 0,1

LFR 1 2014	-	-	- 1,2	< 0,1	-	- 1,2
Réduction exceptionnelle d'IR de 350 € pour les célibataires, veufs ou divorcés et de 700 € pour les couples, en faveur des contribuables dont le revenu fiscal de référence n'excède pas le montant imposable d'un salaire égal à 1,1 fois le SMIC			- 1,2			- 1,2
Exonération en 2014 de la taxe d'habitation et dégrèvement de contribution à l'audiovisuel public en faveur des personnes âgées de plus de 60 ans ou des personnes veuves quel que soit leur âge qui ont bénéficié au titre de 2013 de cette exonération et dégrèvement				< 0,1		< 0,1

LFRSS 2014	-	-	-	- 6,4	- 5,4	- 1,0
Allègement des cotisations patronales pour les salariés rémunérés jusqu'à 1,6 fois le SMIC (exonération dégressive des cotisations patronales aux URSSAF, hors cotisations d'assurance chômage, avec exonération totale au niveau du SMIC, et baisse du taux de cotisation patronale d'allocations familiales de 5,25% à 3,45%), prolongé en 2016 par une baisse des cotisations familiales patronales pour les salaires jusqu'à 3,5 SMIC				- 4,4	- 4,4	
Baisse des cotisations personnelles des travailleurs indépendants et des exploitants agricoles (de 3,1 points pour les cotisants dont les revenus sont inférieurs ou égaux à 3 SMIC nets, la réduction étant prolongée de façon dégressive jusqu'à environ 3,8 SMIC nets)				- 1,0		- 1,0
Suppression progressive à l'horizon 2017 de la contribution de solidarité des sociétés (C3S), égale à 0,16% du CA (remplacement du seuil d'assujettissement de 760 000 € de CA par un abattement de 3,25 millions d'euros sur l'assiette d'imposition en 2015, puis nouvel abattement en 2016 et suppression en 2017)				- 1,0	- 1,0	

	2012	2013	2014	2015	Total	
					Entre.	Ménages
LFSS 2014	-	- 0,3	- 3,4	- 2,5	- 1,5	- 4,6
Indexation du barème de l'IR et revalorisation exceptionnelle de la décote de 480 à 508 €			- 0,9	- 0,9		- 1,8
Abaissement du taux de TVA sur les places de cinéma (du taux intermédiaire au taux réduit)			- 0,1	- 0,1		- 0,1
Réforme du régime d'imposition des plus-values de cession de valeurs mobilières ou de droits sociaux des particuliers (imposition au barème de l'IR après application d'un abattement renforcé pour durée de détention et suppression du régime d'imposition au taux forfaitaire des plus-values de cession spécifique et de certains régimes dérogatoires)			- 0,4	- 0,3		- 0,7
Reforme du régime d'imposition des plus-values immobilières (suppression de l'abattement pour durée de détention pour les cessions de terrains à bâtir, instauration d'un abattement fiscal pour durée de détention de 6% par an au-delà de la 5e année de détention puis de 4% au titre de la 22e année de détention révolue pour les cessions de biens autres que des terrains à bâtir, et instauration d'un abattement exceptionnel de 25% pour les cessions d'immeubles intervenues à compter du 1er septembre 2013, pour une durée d'un an)		- 0,3	- 0,5	- 0,1		- 0,8
Abaissement du taux de TVA applicable à la construction et à la rénovation de logements sociaux (du taux intermédiaire au taux réduit)			- 0,4	- 0,3		- 0,7
Suppression progressive sur 3 ans de la défiscalisation de la taxe sur les biocarburants et et modification du régime de TGAP biocarburants			- 0,1	- 0,1	- 0,2	
Application d'un taux réduit de TVA de 10% pour le logement intermédiaire				< 0,1		< 0,1
Application du taux réduit de TVA aux travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements de plus de 2 ans			- 0,6			- 0,6
Prolongation et extension du régime d'exonérations sociales accordées aux jeunes entreprises innovantes			- 0,6	- 0,7	- 1,3	
LFSS 2014	-	-	< 0,1	-	- 0,1	-
Normalisation de l'assiette des cotisations d'assurance vieillesse de base des apprentis (calcul de la cotisation vieillesse sur la rémunération réelle et non plus sur sur une assiette forfaitaire inférieure, compensé par des exonérations) et des jeunes ayant souscrit un contrat d'assurance civique			- 0,0	- 0,0	- 0,1	
LFR 2013	-	-	- 0,3	0,3	- 0,1	-
Prorogation et aménagements de divers avantages fiscaux (provision spéciale prévue en faveur des entreprises de presse, crédits d'impôt jeux vidéo et maîtr-restaurateur, exonération de CET en faveur des diffuseurs de presse)				< 0,1	< 0,1	
Prorogation de certains dispositifs "zonés" d'aide aux entreprises				< 0,1	< 0,1	
Mise en oeuvre des mesures fiscales du "plan bois" (création du Compte d'investissement forestier et d'assurance, qui ouvre droit à une exonération de l'assiette des droits de mutations à titre gratuit, et de l'ISF à concurrence des 3/4 des sommes qui y sont déposées, aménagement du Dispositif d'encouragement fiscal à l'investissement en forêt)				< 0,1	< 0,1	
Aménagement du régime des sociétés d'investissements immobiliers cotées (exonération de la contribution additionnelle à l'IS de 3% sur les montants distribués, en contrepartie d'un relèvement des obligations de distribution des bénéficiaires exonérés, de 85 à 95% pour les activités de location d'immeubles et actifs assimilés et de 50 à 60% pour les plus-values de cession de ces mêmes actifs)			- 0,0	- 0,0	- 0,1	
Maintien du taux de TVA de 7 % sous certaines conditions pour les travaux de rénovation des logements			- 0,3	0,3		-
LFSS 2013	-	< 0,1	< 0,1	< 0,1		< 0,1
Suppression de la participation de l'assuré pour l'IVG		< 0,1	< 0,1	< 0,1		< 0,1

	2012	2013	2014	2015	Total	
					Entre.	Ménages
LFI 2013	-	- 0,4	- 0,8	- 1,0	- 0,7	- 1,5
Revalorisation de la décote de l'IR (de 439 à 480 €) et des seuils d'exonération et des abattements en matière de fiscalité directe locale au bénéfice des ménages modestes		- 0,3	- 0,5	- 0,5		- 1,4
Prorogation de dégrèvement de contribution à l'audiovisuel public en faveur des personnes âgées aux revenus modestes		< 0,1				< 0,1
Elargissement du crédit d'impôt recherche à certaines dépenses d'innovation en faveur des PME			- 0,2	- 0,2	- 0,3	
Mise en place d'un dispositif dit "Dufлот" de soutien fiscal en faveur de l'investissement locatif intermédiaire en remplacement du dispositif "Scellier" (réduction d'impôt de 18%, applicable aux contribuables qui acquièrent ou font construire des logements neufs ou assimilés qu'ils s'engagent à donner en location nue à usage d'habitation principale du locataire pendant une durée minimale de 9 ans, contre précédemment une réduction d'impôt de 13% pour 9 ans, 17% pour 12 ans et 21% pour 15 ans)			- 0,0	- 0,1		- 0,2
Recentrage sur les bas salaires de l'exonération des cotisations patronales dues pour l'emploi de travailleurs occasionnels agricoles		- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,4	
LFR 3 2012	-	- 0,2	- 6,6	- 10,3	- 17,1	-
Création du CICE (égal à 4% en 2013 de la masse salariale brute pour les rémunérations inférieures ou égales à 2,5 SMIC, puis à 6% en 2014)			- 6,5	- 10,0	- 16,5	
Dérogation accordée aux sociétés d'investissement immobilier cotées (SIIC) sur la contribution de 3% sur les dividendes		- 0,1	0,1		-	
Allègement de la taxe sur les salaires pour les structures associatives (hausse de l'abattement de 6 000 à 2 000 €)			- 0,3	- 0,3	- 0,6	
Exonération de cotisation foncière des entreprises (CFE) due au titre de l'année 2012 des auto-entrepreneurs exonérés au titre des années 2010 et 2011		- 0,1	0,1		-	
LFR 2 2012	-	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,2	-
Rétablissement du taux réduit de TVA à 5,5 % dans le secteur des livres		- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,2	
Suppression du droit de timbre de 30€ applicable aux bénéficiaires de l'AME		< 0,1	< 0,1	< 0,1	< 0,1	